

**Juin
2021**

Appel de propositions visant la réduction de l'utilisation de produits à usage unique

CADRE NORMATIF

Appel de propositions visant la réduction de l'utilisation de produits à usage unique

L'utilisation de produits à usage unique est une source de gaspillage et de pollution, tant au Québec qu'ailleurs dans le monde. Vus sous l'angle de l'économie circulaire, les enjeux de l'usage unique débutent avec des répercussions environnementales dès l'extraction de ressources (souvent vierges et de sources fossiles, comme le plastique) et pour une durée de vie très courte avant de se retrouver trop souvent directement aux déchets après un seul usage. Le phénomène du consommer/jeter se traduit donc par des enjeux de pollution du sol et de l'eau ainsi que des impacts liés à l'enfouissement et à l'incinération de matières résiduelles. Or, des stratégies de prévention par l'évitement et la substitution (réemploi) peuvent servir à prévenir et atténuer ces impacts négatifs.

Ainsi, la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles* met à l'avant-plan la réduction à la source en ayant comme objectif principal de n'éliminer qu'une seule matière résiduelle au Québec : le résidu ultime. À cet égard, elle cible comme premier enjeu de mettre un terme au gaspillage des ressources et confirme la réduction à la source comme le moyen en amont le plus efficace pour y parvenir.

Une enveloppe de 4,091 M\$ est proposée afin de soutenir des projets visant la réduction de l'utilisation et du rejet de produits à usage unique en répondant directement à la seconde mesure du *Plan d'action 2019-2024* de la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles* et plus précisément à l'action 7 visant à diminuer le recours aux produits à usage unique et à favoriser les pratiques d'acquisitions écoresponsables. Cet appel de propositions est administré par RECYC-QUÉBEC et le budget provient des crédits alloués au MELCC à cette fin au budget 2019-2020 du gouvernement du Québec.

Deux dates de dépôt des demandes sont prévues pour cet appel de propositions, soit le 29 novembre 2021 et le 30 août 2022.

Enfin, RECYC-QUÉBEC prend en compte les 16 principes de développement durable établis par l'article 6 de la Loi sur le développement durable (RLRQ, c. chapitre D-8.1.1). Les principes pertinents aux dispositions du présent programme d'aide financière sont indiqués pour référence en notes de bas de page, à travers ce cadre normatif.

Table des matières

1. DÉFINITIONS ET ACRONYMES	4
2. ADMISSIBILITÉ	5
2.1 Objectif principal	5
2.2 Objectifs spécifiques	5
2.3 Informations attendues	6
2.4 Exigences	7
2.5 RETOMBÉES ET RÉSULTATS	7
2.6 Projets non admissibles	8
3. NATURE DE L'AIDE FINANCIÈRE	9
3.1 Dépenses admissibles et non admissibles	9
4. DÉPÔT D'UNE DEMANDE	11
5. PROCESSUS DE SÉLECTION	12
5.1 Admissibilité	12
5.2 Analyse	13
6. CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE	14
6.1 Modalités de versement	15
6.2 Reddition de comptes	16
7. RECONNAISSANCE À OBTENIR	17
8. ÉVALUATION DU PROGRAMME	17
9. AIDE-MÉMOIRE - DATES IMPORTANTES	18
10. POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS	19

1. DÉFINITIONS ET ACRONYMES

La réduction à la source se situe en tête des actions composant la hiérarchie des 3RV. Dans cette perspective, la prévention de la génération de matières résiduelles en amont est préférable à leur gestion en aval. Cet appel de propositions visant la réduction de l'utilisation de produits à usage unique par la stimulation du recours aux produits réutilisables et durables (ci-après « le programme ») a donc pour cible spécifique des actions de prévention, lesquelles incluent la réduction et le réemploi¹.

Pour les besoins du présent document, les définitions et acronymes suivants sont utilisés :

3RV : hiérarchie d'actions en gestion des matières résiduelles qui privilégie, dans l'ordre : la Réduction à la source, le Réemploi, le Recyclage, la Valorisation matière et la Valorisation énergétique.²

ISÉ : information, sensibilisation et éducation.

Acquisition écoresponsable : mode d'approvisionnement qui intègre des considérations environnementales, sociales et économiques au processus d'acquisition de biens et de services afin de favoriser le respect de l'environnement ainsi que des comportements éthiques et innovants sur les plans social et économique de la part des fournisseurs et des prestataires de services.

Matière résiduelle : tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau ou produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que le détenteur destine à l'abandon.

MELCC : ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Produit à usage unique : produit, contenant ou emballage n'étant pas destiné à un usage répété et qui donc a une très courte durée de vie utile avant d'être rejeté.

Promoteur : Devient « promoteur » le demandeur ayant fait l'objet d'une acceptation de son projet par RECYC-QUÉBEC, et pour lequel le statut est formalisé à l'intérieur d'une convention de contribution financière, signée par les parties concernées.

Réduction à la source : action permettant de prévenir et d'éviter de générer des résidus lors de la conception, la fabrication, la distribution ou l'utilisation d'un produit ou d'un service.

Réemploi : utilisation répétée d'un produit ou d'un emballage, sans modification importante de son apparence ou de ses propriétés. Le réemploi, bien qu'il soit le second R de la hiérarchie des 3RV-E, peut résulter en une réduction à la source lorsque la consommation d'un bien neuf est évitée.

¹ Principe de développement durable : protection de l'environnement, prévention, production et consommation responsables

² Cette définition résume l'article 53.4.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, c. Q-2). La politique visée à l'article 53.4 ainsi que tout plan ou programme élaboré par la Société québécoise de récupération et de recyclage dans le domaine de la gestion des matières résiduelles doivent prioriser la réduction à la source et respecter, dans le traitement de ces matières, l'ordre de priorité suivant : 1° le réemploi; 2° le recyclage, y compris par traitement biologique ou épandage sur le sol; 3° Toute autre opération de valorisation par laquelle des matières résiduelles sont traitées pour être utilisées comme substitut à des matières premières; 4° la valorisation énergétique; 5° l'élimination.

2. ADMISSIBILITÉ

La section suivante décrit les objectifs ainsi que les exigences auxquels les demandeurs et les projets doivent répondre afin d'être admissibles.

2.1 Objectif principal

Le programme a pour objectif principal de prévenir et de réduire l'utilisation de produits à usage unique composés de plastique ou de toute autre matière, en favorisant le recours aux produits réutilisables et durables, notamment par des stratégies d'acquisitions écoresponsables. Les projets soutenus devront viser la réduction à la source et le réemploi en vue de prévenir et de réduire la génération de matières résiduelles associée directement aux produits à usage unique.

2.2 Objectifs spécifiques

Tout en répondant à l'objectif principal, les projets soutenus financièrement doivent répondre à au moins un des deux objectifs spécifiques suivants du programme et produire des résultats mesurables :

Mobilisation – Stimuler le changement et l'adoption de comportements, par exemple, à l'issue d'une démarche de concertation, d'une campagne de promotion, d'un service d'accompagnement, d'un programme éducatif ou d'un incitatif économique.

Action – Déployer et mettre en œuvre une solution par le lancement d'un nouveau produit/service, l'implantation d'une technologie, la mise en œuvre d'un système ou d'un cadre de gestion (politique, processus, directive, plan d'action, guide, etc.).

Les projets peuvent combiner de manière complémentaire plus d'une thématique d'action dans la même demande, par exemple :

- Adopter des pratiques d'acquisitions écoresponsables (ex. : mise en œuvre d'une politique interne, rédaction de clauses types d'appel d'offres)
- Adopter un code volontaire ou une pratique de commerçants/distributeurs privilégiant l'offre de produits/emballages durables et réutilisables
- Déployer un système de récupération permettant le réemploi d'un produit se substituant à un produit à usage unique (ex. : système de consignation)³
- Accroître l'accès et l'usage de produits réutilisables/durables en substituts à des produits à usage unique
- Implanter et promouvoir des stations de remplissage pour contenants réutilisables (domaine alimentaire ou non) en vue de réduire le recours aux contenants à usage unique
- Déployer un système encourageant les consommateurs à fournir leur propre contenant/emballage pour l'achat de produits alimentaires ou non
- Mettre en œuvre et promouvoir de meilleures pratiques ou des innovations

³ À l'exclusion des projets touchant les contenants « Consignés Québec ». À cet effet, voir le [programme de soutien au développement du réemploi et du recyclage des contenants de boissons au Québec](#).

Parmi les produits à usage unique pouvant être visés dans un projet, il y a par exemple :

- Bouteilles, contenants et emballages alimentaires ou non
- Sacs d'emplètes et d'aliments
- Emballages et items de protection liés à la logistique de transport des biens de consommation
- Tout accessoire faisant partie d'un contenant ou d'un emballage (bouchon, couvercle, étiquette, etc.) ou facilitant l'emballage et le transport (cordes, attaches, bâches, pellicules, porte-canette, etc.)
- Contenants, emballages et autres produits à usage unique utilisés dans le secteur des services alimentaires, de la restauration rapide et dans les aires d'alimentation, tels que : gobelets, assiettes, bols, barquettes, bâtons à mélanger, pailles, sachets et contenants de portions uniques, etc.

Le contexte du projet peut s'appliquer autant à la consommation des ménages qu'aux organisations (institutions, commerces et industries) ou les deux à la fois.

Note : Des lois et règlements de juridiction fédérale ou provinciale pourraient survenir dans l'encadrement de la distribution et de l'usage de produits à usage unique. RECYC-QUÉBEC se réserve donc le droit de modifier le cadre normatif du présent programme en conséquence. Si des changements aux lois ou règlements devaient survenir suivant l'acceptation d'un projet et son démarrage, il appartiendrait en premier lieu au promoteur d'évaluer les impacts de ceux-ci sur son projet. Le cas échéant, RECYC-QUÉBEC et le promoteur pourront convenir de toutes mesures visant à assurer la conformité et la pertinence du projet. Si RECYC-QUÉBEC est d'avis que ces nouveaux éléments remettent en cause la pertinence de l'aide financière et les considérations en vertu desquelles elle avait été accordée, elle se réserve le droit de résilier la convention.

Par ailleurs, les organismes municipaux, régionaux ou territoriaux souhaitant l'établissement d'un cadre à leur échelle de juridiction ont la responsabilité de vérifier l'applicabilité et la complémentarité de celui-ci avec les autres normes auxquelles ils sont assujettis. L'acceptation par RECYC-QUÉBEC d'une demande ne doit pas être interprétée ni utilisée comme un avis sur la conformité du promoteur à la réglementation qui lui est applicable.

2.3 Informations attendues

Le projet décrit devra expliquer et déterminer clairement les moyens envisagés par le demandeur afin de répondre minimalement aux éléments suivants :

1. Mettre en place des solutions pour au moins un des deux objectifs spécifiques du programme.
2. Proposer au moins une solution de prévention/réduction de produits à usage unique qui soit viable et durable et correspondant à un volume significatif de matières résiduelles pour le contexte du projet.
3. Démontrer que le projet offre une perspective de pérennité ou que les solutions et les résultats du projet peuvent être reproduits ailleurs au Québec.
4. S'engager à réaliser des activités d'information, sensibilisation et éducation (ISÉ) en lien avec les clientèles concernées par le projet soumis.
5. Répondre aux exigences quant à la mesure des résultats et retombées du projet (voir section 2.5).

2.4 Exigences

Pour être admissibles, les demandeurs doivent répondre aux exigences suivantes :

2.4.1 Exigences liées au demandeur

Est admissible à titre de demandeur : tout type d'organisation légalement reconnue, en activité au moment du dépôt de la demande, ayant une place d'affaires au Québec, incluant les établissements de santé et d'éducation et les organismes municipaux.

Les organisations ayant déjà reçu de l'aide financière dans le cadre des programmes ou appels de propositions administrés par RECYC-QUÉBEC peuvent de nouveau bénéficier d'aide financière dans le présent programme. Un même demandeur peut déposer plus d'une demande, mais ces demandes doivent consister en des projets distincts sans dépenses communes.

Un regroupement d'organisations est admissible, pour autant qu'une entente signée des parties admissibles à titre de demandeur soit en vigueur et remise au moment du dépôt du dossier à RECYC-QUÉBEC. Cette entente devra décrire la nature du partenariat, les implications de chacun et notamment comprendre une désignation du regroupement d'un mandataire autorisé à transiger en leur nom avec RECYC-QUÉBEC et à les engager en regard de la convention à intervenir. Chaque membre doit consacrer son expertise et une partie de ses ressources (financières ou humaines) à la réalisation du projet.

Ne sont pas admissibles à titre de demandeur, sous-traitants ou membre d'un regroupement d'organismes :

- Les ministères et organismes gouvernementaux (autres que les établissements de santé et d'éducation ainsi que les organismes municipaux). Ceux-ci peuvent toutefois fournir du soutien technique ou financier.
- Les entreprises inscrites au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), lequel peut être consulté en suivant cet hyperlien : <https://amp.quebec/rena/>.
- Les entreprises sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies ou de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité.
- Les entreprises qui, au cours des deux années précédant la demande d'aide financière, ont fait défaut de respecter leurs obligations dans le cadre d'une aide financière octroyée par RECYC-QUÉBEC et dont la convention a dû être résiliée.

2.4.2 Exigences administratives

Le projet soumis doit :

- comprendre des dépenses admissibles;
- se réaliser dans un horizon maximal de dix-huit (18) mois, débutant à la dernière des deux dates suivantes, soit la date de signature de la convention par le demandeur et RECYC-QUÉBEC ou la date d'obtention de toutes les autorisations requises pour la réalisation du projet. La durée de réalisation exclut la remise du rapport final;
- comprendre tous les documents obligatoires complétés et les pièces justificatives nécessaires (énumérés au point 4).

2.5 RETOMBÉES ET RÉSULTATS

Les projets doivent permettre d'observer l'atteinte de résultats mesurables de réduction de produits à usage unique et notamment s'exprimer en quantités évitées grâce au projet (*ex. : x kg de moins de produits à usage unique achetés, utilisés, distribués grâce au projet.*). Ainsi, tous les projets doivent prévoir la mise en place d'un mécanisme de mesure de la performance avant et après la réalisation du projet.

D'autres retombées mesurables telles que les suivantes pourraient être visées par le projet :

- nombre de personnes desservies directement grâce au projet;
- retombées économiques (ex. : investissements, revenus supplémentaires, économies générées, coûts évités grâce au projet);
- retombées sociales (ex. : nombre d'emplois maintenus ou créés, mesure de nouvelles perceptions ou comportements);
- retombées environnementales (ex. : émissions de gaz à effet de serre évitées).

2.6 Projets non admissibles

Seront considérés comme non admissibles les projets :

- ne visant pas la réduction à la source de produits à usage unique ou leur substitution par un équivalent réutilisable ou durable;
- ne répondant pas aux objectifs spécifiques du programme;
- ne tenant pas compte de la hiérarchie des 3RV;
- visant des actions de récupération, de conditionnement, de recyclage, de valorisation (thermique ou énergétique) ou d'élimination de matières résiduelles;
- visant la substitution d'un produit à usage unique par un autre produit à usage unique (incluant ceux recyclables, compostables, dégradables et valorisables);
- visant des contenants « Consigné Québec »;
- visant les contenants à remplissage multiple faisant déjà l'objet d'un système en place (ex. : consigne privée des bouteilles de bière)
- correspondant aux opérations courantes déjà en place du demandeur;
- correspondant uniquement à un projet d'acquisition de connaissance (projet d'étude ou de recherche);
- dont les actions et les dépenses sont uniquement liées à une mise aux normes ou au respect d'une réglementation en vigueur;
- qui ne sont pas réalisés en totalité au Québec;
- qui ont déjà été soutenus, totalement ou partiellement, dans le cadre d'un autre programme d'aide financière ou appel de propositions administré par RECYC-QUÉBEC.

Un projet soumis dans le cadre du présent programme pourrait être jugé non admissible s'il est considéré trop similaire, en concurrence directe ou trop peu suffisamment complémentaire à un projet déjà soutenu dans le cadre de ce programme ou de tout autre programme de RECYC-QUÉBEC. Aussi, de manière spécifique, les projets se déroulant dans toute école participante au programme *VisezEau* pour la période 2019-2022 ne pourront être admissibles au présent appel de propositions, à moins que le projet soit différent de celui réalisé dans le cadre de *VisezEau*.

Un projet en cours de réalisation pourrait être accepté dans le cadre du présent programme. Le demandeur devra toutefois dresser un portrait de la situation (stade d'avancement, étapes à venir, dépenses effectuées, etc.) lors du dépôt de son projet et indiquer quels objectifs spécifiques seront poursuivis dans le cadre de sa demande. Les dépenses engagées avant la date de l'accusé de réception de la demande émis par RECYC-QUÉBEC ne seront toutefois pas admissibles. Pour être considérées comme engagées, les dépenses doivent faire l'objet d'une facture. La date de la facture doit donc être postérieure à la date de l'accusé de réception.

La non-admissibilité d'un projet conduit au rejet de la demande. Le cas échéant, RECYC-QUÉBEC transmettra au demandeur un avis l'informant du statut d'admissibilité du projet soumis.

3. NATURE DE L'AIDE FINANCIÈRE

L'aide financière demandée par projet devra se situer entre cinquante mille dollars (50 000 \$) et quatre cent mille dollars (400 000 \$), ne pourra excéder 70 % des dépenses totales admissibles du projet et sera sous la forme d'une contribution non remboursable.

Ainsi, au moins 30 % du financement du projet doit provenir du promoteur ou d'autres bailleurs de fonds que RECYC-QUÉBEC. La participation financière du demandeur, en plus de partenaires est encouragée afin d'assurer un engagement concret.

Le demandeur devra confirmer les autres sources de financement (ex. : prêts, commandites/subventions, etc.) qui contribueront à la réalisation du projet soumis (ce qui inclut sa propre participation).

Le cumul de l'aide financière provenant de source gouvernementale (fédérale ou provinciale) ne peut excéder 80 %.

Un demandeur ne peut soumettre plus d'une demande par période de dépôt ni obtenir plus de 400 000 \$ en provenance de ce programme.

3.1 Dépenses admissibles et non admissibles

Types de dépense	Admissibles (dans la mesure où elles répondent aux objectifs, aux exigences, aux conditions et aux critères du programme)	Non admissibles (notamment, mais non limitativement)
Salaires	Main-d'œuvre du promoteur directement impliquée dans le projet (planification à la suite de la réception de l'accusé de réception seulement et concrétisation).	Salaires d'employés pour les activités non directement liées au projet ou engagés avant la date de l'accusé de réception.
Honoraires professionnels	Dépenses liées à des sous-traitants spécialisés, impliqués directement dans le projet (ex. : réalisation d'études technico-économiques, installation d'équipements liés au projet, etc.).	
Équipement, matériel, fournitures (achat ou location)	Achat d'équipement, de matériel ou de fournitures permettant l'entreposage ou le réemploi, directement en lien avec le projet. La location d'équipement est acceptée, par contre, seuls les frais couvrant la période du projet sont admissibles au financement. La location de matériel roulant est acceptée, par contre, seuls les frais couvrant la période du projet sont admissibles au financement. Les dépenses de location spécifiquement ne pourront dépasser 25 % du total des dépenses admissibles.	L'achat ou la location de matériel roulant.
Bâtiment	Construction, achat ou modification d'un bâtiment directement en lien avec le projet. Plafond de 30 % du total des dépenses admissibles.	

Types de dépense	Admissibles (dans la mesure où elles répondent aux objectifs, aux exigences, aux conditions et aux critères du programme)	Non admissibles (notamment, mais non limitativement)
Communication	Communication, information, formation et sensibilisation applicables au projet (ex. : graphisme, production et diffusion de matériel promotionnel, production d'outils, impression de documents, etc.).	Frais courants de communication, graphisme, production et diffusion de matériel promotionnel (ex. : achat d'espace publicitaire, impression de documents, révision linguistique, etc.).
Administration	- Portions des taxes non remboursables, pour les OBNL (ex. : TPS et TVQ) ⁴ .	<ul style="list-style-type: none"> - Frais courants de bureau, de secrétariat et d'administration. - Frais courants de télécommunications (téléphone, Internet, etc.). - Frais juridiques et comptables. - Service de la dette, remboursement des emprunts à venir, perte en capital ou remplacement de capital, paiement ou montant déboursé à titre de capital. - Dépenses donnant droit à un crédit d'impôt remboursable par le gouvernement du Québec. - Taxes applicables remboursables (ex. : TPS et TVQ).
Contingence	Plafond de 10 % du total des dépenses admissibles.	
Autres	Toute dépense qui, de l'avis de RECYC-QUÉBEC, est jugée pertinente pour la réalisation du projet.	<ul style="list-style-type: none"> - Achat de terrain et dépenses liées. - Dépenses encourues avant l'accusé de réception du projet émis par RECYC-QUÉBEC. - Frais reliés à des activités non liées au projet. - Dépenses liées à des activités hors du Québec. - Les apports en nature (postes de dépenses sans débours pour le promoteur ou dépenses particulières assumées par un tiers). - Dépenses entourant l'obtention de la reconnaissance Ici on Recycle+. - De façon générale, toute dépense liée à un projet ou à une activité non admissible, de l'avis de RECYC-QUÉBEC.

Le montage financier sera analysé en entier afin d'apprécier la pertinence de chaque dépense sur la base des justifications offertes par le demandeur.

⁴ Dans le cadre de ce programme, sont considérés comme des OBNL pour le calcul des taxes de vente remboursables, tous les organismes suivants : municipalités, établissements scolaires et de santé ainsi que les OBNL.

De manière générale, seules les dépenses réellement encourues par le demandeur au projet seront considérées comme admissibles. Ainsi, à l'exception des situations où une vérification comptable est requise, les preuves de dépenses acceptées incluront les factures, les preuves de paiement et les relevés de paie. Aucun supplément ne pourra être soumis comme dépense admissible à RECYC-QUÉBEC, par exemple une marge ajoutée aux coûts de salaire, pour refléter les honoraires qui auraient pu être facturés par le demandeur pour le temps de la personne contribuant au projet soumis à RECYC-QUÉBEC.

4. DÉPÔT D'UNE DEMANDE

La description du projet doit être suffisamment détaillée, dans les documents soumis par le demandeur auprès de RECYC-QUÉBEC aux dates susmentionnées, pour en permettre une analyse approfondie. Toute demande doit être envoyée en utilisant le formulaire prévu à cet effet. Celui-ci sera disponible sur le site Internet de RECYC-QUÉBEC : <https://www.recyq-quebec.gouv.qc.ca/entreprises-organismes/mieux-gerer/appels-propositions/produits-usage-unique>

Pour être analysée, toute demande doit contenir les documents suivants :

1. Le [formulaire de demande](#) dûment rempli, daté et signé par un représentant du demandeur dûment autorisé.
2. Le [calculateur de l'aide financière](#), dûment complété, présentant les estimations de l'ensemble des dépenses nécessaires à la réalisation du projet.
3. Concernant la conformité environnementale⁵ (selon ce qui est applicable à votre projet et à vos installations) :

- **Autorisation ministérielle** nécessaire à la réalisation du projet, ou tout document confirmant que la démarche est débutée (ex. : accusé de réception de la demande provenant du MELCC), ou;

- accusé de réception du MELCC confirmant le dépôt d'une **déclaration de conformité**, de vos installations incluant le projet, ou;

- dans le cas d'une **exemption**, l'identification de l'article du [REAFIE](#) qui exempte l'activité ainsi qu'une justification, et une confirmation écrite du MELCC si une telle confirmation a été obtenue.

Les demandeurs sont invités à valider **l'encadrement d'un projet ou d'une activité** auprès de leur direction régionale pour déterminer si leur projet requiert une autorisation ou non, et cela, préalablement au dépôt de leur demande.

Pour obtenir une interprétation réglementaire liée à un projet, [communiquez avec votre direction régionale](#) ou remplissez le [formulaire de demande de renseignements](#).

[Site du MELCC](#) concernant le Règlement sur l'encadrement d'activités en fonction de leur impact sur l'environnement (REAFIE)

[Règlement sur l'encadrement d'activités en fonction de leur impact sur l'environnement \(REAFIE\)](#)

4. Curriculum vitae du chargé de projet et des principaux membres de son équipe dédiés au projet.

⁵ Principe de développement durable : protection de l'environnement

5. Dans le cas où le demandeur ferait appel à un consultant externe, la démonstration que ce consultant possède les compétences et l'expertise pour réaliser le mandat pour lequel ses services sont retenus, notamment par la remise d'une copie de la soumission présentée, décrivant la nature du mandat, l'échéancier ainsi que l'équipe chargée de la réalisation du projet.
6. Si applicable, l'entente survenue entre les parties membres d'un regroupement d'organismes.
7. Les états financiers (audités ou accompagnés d'une mission d'examen) du demandeur, pour les deux (2) dernières années. RECYC-QUÉBEC se réserve le droit de demander une année supplémentaire ou autres documents facilitant l'analyse financière. *
8. Si le demandeur emploie 50 personnes ou plus depuis au moins six (6) mois, il doit fournir l'un des documents suivants : *
 - i) une attestation d'inscription auprès de l'Office québécois de la langue française, délivrée depuis moins de 24 mois;
 - ii) une attestation d'application d'un programme de francisation;
 - iii) un certificat de francisation conforme.
9. [Déclaration concernant les activités de lobbyisme](#) exercées auprès de RECYC-QUÉBEC. *
10. Tout autre document/information/complément que RECYC-QUÉBEC pourrait, sur demande, expressément requérir du demandeur.

* *Les organismes municipaux ainsi que les établissements des secteurs de la santé et de l'éducation ne sont pas assujettis aux exigences 7,8 et 9.*

Il est également fortement recommandé de fournir avec la demande d'aide financière, deux soumissions/offres de services applicables pour toutes dépenses de vingt-cinq mille dollars (25 000 \$) et plus, à l'exception des dépenses en salaire, et une mention justifiant le choix final de la soumission/offre de services retenue par le demandeur. Dans le cas où une seule soumission est présentée, le demandeur devra indiquer les raisons le justifiant.

Les demandes contenant ces informations seront évaluées plus favorablement, puisqu'elles démontreront que le demandeur a déjà fait des démarches pour évaluer de manière réaliste le budget nécessaire à la mise en œuvre de son projet. Si ces soumissions ne sont pas fournies en même temps que la demande d'aide financière, elles seront exigées avant tout versement d'aide financière, dans le cas où la demande serait approuvée.

RECYC-QUÉBEC préconisant la réduction de l'utilisation du papier, tous les documents requis doivent être transmis par courriel à l'adresse suivante : APRP2U@recyc-quebec.gouv.qc.ca.

Dans un délai de cinq (5) jours ouvrables suivant la réception de la demande, un accusé de réception sera envoyé au demandeur.

5. PROCESSUS DE SÉLECTION

5.1 Admissibilité

Dès la réception des demandes débutera la phase d'admissibilité. Si un des documents énumérés à la section 4 et s'appliquant au demandeur est manquant, ce dernier sera avisé et disposera d'un délai de 10 jours ouvrables pour déposer le ou les documents manquants. Passé ce délai, RECYC-QUÉBEC avisera le demandeur de son intention de refuser la demande si elle n'est pas complète et lui indiquera la date butoir. Toutefois, si à la lecture du formulaire le projet ne répond pas aux objectifs et aux exigences, le demandeur en sera avisé immédiatement.

L'évaluation d'admissibilité sera donc réalisée uniquement sur les dossiers complets. RECYC-QUÉBEC communiquera avec le demandeur pour lui signifier si le projet est admissible ou non, et ce, dans un délai de vingt (20) jours ouvrables suivant la date où la demande est complète. RECYC-QUÉBEC traitera les informations y étant contenues de façon confidentielle. Seuls les projets qui respectent les critères d'admissibilité seront évalués par le comité formé à cette fin.

5.2 Analyse

Les projets jugés admissibles passeront à l'étape de l'analyse qui débutera à la suite de chaque date limite de dépôt (voir section 9). L'ensemble des documents déposés et, s'il y a lieu, des réponses du demandeur dépositaire d'un projet aux questions formulées par RECYC-QUÉBEC, seront pris en compte dans l'analyse de la demande. Une rencontre, un rendez-vous virtuel ou téléphonique avec le demandeur pourrait aussi avoir lieu afin de permettre à RECYC-QUÉBEC d'obtenir des compléments d'information. Cet entretien portera alors exclusivement sur les points de précisions/éclaircissements formulés par RECYC-QUÉBEC et ne sera, en aucun cas, l'occasion de bonifier un dossier. Dans l'éventualité où des informations sont demandées par RECYC-QUÉBEC au demandeur en cours d'analyse, celles-ci devront être fournies dans un délai raisonnable précisé dans la demande de RECYC-QUÉBEC. Passé ce délai, RECYC-QUÉBEC pourrait ne pas tenir compte de ces informations dans son analyse.

Les projets seront analysés en fonction de leur cohérence avec les objectifs du programme (voir section 2) et les critères d'analyse décrits ci-dessous. Les projets seront comparés entre eux et acceptés en fonction des résultats d'évaluation et des fonds disponibles.

Un comité d'évaluation formulera ses recommandations aux instances décisionnelles habilitées de RECYC-QUÉBEC. Sous aucune considération le nom des membres du comité ou des instances décisionnelles qui seront chargés de l'évaluation des demandes ne sera divulgué aux demandeurs. Toute tentative, par un demandeur, d'influencer les décisions à être prises en regard du programme sera sanctionnée par le rejet de son projet.

RECYC-QUÉBEC fera une vérification auprès du MELCC afin de s'assurer de la conformité environnementale⁶ du demandeur et potentiellement de mandataires et de partenaires impliqués au projet. RECYC-QUÉBEC se réserve le droit de refuser une demande d'aide si elle juge que les informations reçues du MELCC démontrent un non-respect jugé important de la réglementation.

RECYC-QUÉBEC communiquera avec le demandeur pour lui signifier si sa demande est approuvée ou non, et ce, dans un délai maximal de quatre (4) mois suivant la date de l'avis d'admissibilité.

RECYC-QUÉBEC se réserve le droit de passer outre toute irrégularité mineure ou accessoire n'ayant pas d'effet sur une exigence de fond du présent programme et n'ayant pas pour effet de favoriser injustement un demandeur au détriment d'un autre.

RECYC-QUÉBEC ne s'engage à accepter aucun nombre précis de projets, ni même aucun des projets, si elle considère que la qualité des dossiers soumis ou la pertinence des projets ne s'inscrivent pas dans le cadre du présent programme et n'atteignent pas, à sa satisfaction, les objectifs visés par ce dernier. RECYC-QUÉBEC ne

⁶ Principes de développement durable : protection de l'environnement, pollueur-payeur, respect de la capacité de support des écosystèmes, préservation de la biodiversité, équité et solidarité sociales (acceptabilité sociale des projets, qui peut être liée à des plaintes auprès du MELCC par exemple pour odeurs ou bruits), internalisation des coûts, partenariat et coopération intergouvernementale

pourra contribuer financièrement à la réalisation de projets qu'à concurrence maximale des fonds disponibles et se réserve le droit de refuser tout projet.

À titre indicatif, **l'évaluation des projets sera réalisée en fonction des critères suivants** :

- la pertinence du projet par rapport aux objectifs de l'appel de propositions;
- le degré de connaissance d'une problématique locale, régionale ou sectorielle à résoudre;
- la pertinence de la solution proposée en regard de la problématique identifiée;
- l'expertise de l'organisme demandeur et de son équipe, en lien avec le projet;
- la qualité du projet (échancier, risques identifiés et mesures d'atténuation proposées maturité, etc.)⁷;
- la solidité du partenariat et l'appui du milieu (financier, technique ou autre);
- les quantités potentielles de produits à usage unique réduits à la source;
- les autres retombées potentielles du projet (sur le plan environnemental, économique et social);
- la robustesse des moyens proposés pour le suivi et la mesure des retombées du projet;
- la viabilité financière du demandeur⁸;
- la justification et la pertinence des coûts du projet;
- la complémentarité du projet avec des actions en place ou déjà menées;
- la possibilité de partager et de diffuser les résultats du projet;
- le potentiel de reproductibilité ou de pérennité du projet;
- pour les demandeurs ayant déjà bénéficié d'une aide financière dans un autre programme de RECYC-QUÉBEC, l'évaluation de la qualité de réalisation de ce précédent projet.

Les projets visant des produits à usage unique, échappant à un système de prise en charge, allant actuellement à l'élimination, seront favorisés lors de l'évaluation des projets.

6. CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE

Lorsqu'un projet est retenu par RECYC-QUÉBEC, une convention d'aide financière sera signée entre le promoteur et RECYC-QUÉBEC. Les engagements de chacune des parties y seront précisés. Dans cette convention, le promoteur s'engagera notamment à obtenir et à transmettre à RECYC-QUÉBEC toutes les autorisations (notamment environnementales) requises pour la réalisation de son projet, afin que ce dernier se déroule en toute conformité/légalité. L'obtention de celles-ci est une condition du premier versement de l'aide financière.

Après l'acceptation d'un projet par RECYC-QUÉBEC, si les coûts réels du promoteur sont supérieurs à ceux soumis dans le cadre de la demande d'aide financière, aucun ajustement de l'aide octroyée ne sera réalisé. Inversement, si les coûts réels s'avèrent inférieurs à ceux soumis, l'aide financière octroyée sera réajustée à la baisse afin de respecter les modalités de financement prévues, notamment quant au pourcentage maximal de dépenses admissibles. RECYC-QUÉBEC se réserve le droit de retenir, de réclamer ou d'annuler un paiement si les livrables produits dans le cadre du projet ne sont pas à sa satisfaction.

RECYC-QUÉBEC pourra utiliser certains des renseignements fournis par le promoteur dans une perspective de promotion d'une meilleure prévention et gestion des matières résiduelles ainsi que de la reproduction de cas à succès⁹. RECYC-QUÉBEC prendra entente avec le promoteur à cet effet, le cas échéant.

En participant au présent programme, le promoteur accepte que RECYC-QUÉBEC puisse partager certains renseignements avec le MELCC. Advenant un tel partage, aucune information ou donnée confidentielle, nominative ou permettant d'identifier le promoteur ne sera diffusée ou autrement rendue publique par le MELCC.

⁷ Principe de développement durable : prévention

⁸ Principe de développement durable : efficacité économique

⁹ Principe de développement durable : accès au savoir

6.1 Modalités de versement

L'aide financière sera accordée en trois (3) versements :

- Le **premier versement**, correspondant à **40 %** de l'aide financière, sera remis après :
 - la signature de la convention d'aide financière;
 - la signature de la déclaration de renseignements;
 - la confirmation écrite des sources de financement du projet;
 - la réception de toutes les soumissions;
 - si pertinent, la transmission d'une mise à jour de l'échéancier de réalisation du projet;
 - la preuve de l'obtention de toutes les autorisations requises afin que le projet puisse être mené à terme en toute conformité/légalité;
 - toute autre exigence déterminée par RECYC-QUÉBEC;
 - le respect des conditions particulières énoncées dans la convention, le cas échéant.

- Le **second versement (30 %)** sera remis à la suite de la réception et l'approbation, par RECYC-QUÉBEC :
 - du rapport de mi-projet comprenant minimalement les informations inscrites à la section 6.3;
 - de l'échéancier pour les prochaines étapes de réalisation du projet;
 - du relevé des heures des personnes travaillant sur le projet (le cas échéant);
 - justificatifs de dépenses :
 - si l'aide financière est de 100 000 \$ ou plus, la réception d'un rapport sommaire présentant les dépenses du projet, vérifié par une firme comptable externe choisie par le promoteur. Le rapport devra être ventilé selon les mêmes catégories de coûts que celles apparaissant dans le calculateur présentant les coûts du projet;
 - si l'aide financière est en deçà de 100 000 \$, la réception d'un tableau listant les principales dépenses du projet et la transmission des factures et preuves de paiement pour les dépenses de 5 000 \$ et plus;
 - dans tous les cas, une fois le pourcentage d'admissibilité appliqué aux dépenses présentées, la somme des premier et deuxième versements doit être justifiée;
 - du respect des conditions particulières énoncées dans la convention, le cas échéant;
 - de la transmission de toute autre information pertinente de l'avis de RECYC-QUÉBEC.

- Le troisième et **dernier versement (30 %)** sera remis après :
 - la réception et l'approbation, par RECYC-QUÉBEC, du rapport final confirmant que le projet a été réalisé tel que stipulé à la convention d'aide financière et comprenant minimalement les informations inscrites à la section 6.3;
 - la mesure des résultats et retombées du projet;
 - le relevé des heures des personnes travaillant sur le projet (le cas échéant). Celui-ci peut, à la discrétion de RECYC-QUÉBEC, inclure les relevés de paie des personnes ayant travaillé sur le projet;
 - justificatifs de dépenses :
 - si l'aide financière est de 100 000 \$ ou plus, la réception d'un rapport détaillé faisant état de l'ensemble des coûts relatifs au projet, vérifié par une firme comptable externe choisie par le promoteur. Le rapport devra être ventilé selon les mêmes catégories de coûts que celles apparaissant dans le calculateur;
 - si l'aide financière est en deçà de 100 000 \$, la réception d'un tableau listant les principales dépenses du projet et la transmission des factures et preuves de paiement pour les dépenses de 5 000 \$ et plus.
 - le respect des conditions particulières énoncées dans la convention, le cas échéant;

- l'obtention par le promoteur, auprès de RECYC-QUÉBEC, d'une reconnaissance au minimum de niveau « Mise en œuvre » du programme ICI on recycle+ (voir section 7);
- de la transmission de toute autre information pertinente de l'avis de RECYC-QUÉBEC.

6.2 Reddition de comptes

Le rapport de mi-projet remis par le promoteur à RECYC-QUÉBEC fera état :

- du compte rendu du déroulement du projet, incluant un échéancier de réalisation, les problèmes rencontrés et les solutions prévues;
- des prévisions sur la suite du projet (échéancier, budget, enjeux);
- d'une révision, s'il y a lieu, des dépenses du projet;
- de toute autre information pertinente.

Un rapport final devra également être remis à RECYC-QUÉBEC et fera état :

- des étapes du projet réalisées;
- de l'échéancier réel de chacune des étapes du projet;
- du bilan de la prévention et de la réduction à la source : quantité de produits à usage unique évités grâce au projet;
- nombre d'organisations ou de personnes visées par le projet;
- de l'état de compte final des dépenses du projet et des sources de financement finales de celui-ci;
- de toute autre information pertinente.

7. RECONNAISSANCE À OBTENIR

Le programme est assorti d'une écocondition qui vise la responsabilisation des promoteurs et de leurs employés à l'égard de la prévention et de la saine gestion des matières résiduelles¹⁰. Chaque promoteur bénéficiant d'une aide financière consentie par RECYC-QUÉBEC dans le cadre du présent programme devra obtenir, auprès de RECYC-QUÉBEC, au minimum une reconnaissance de niveau « Mise en œuvre » [ICI on recycle +](#).

Le paiement du dernier versement de l'aide financière sera conditionnel à l'obtention de cette reconnaissance, le cas échéant.

Dans le cas où le promoteur possède plusieurs établissements (différentes adresses), la reconnaissance pourrait s'appliquer à un lieu autre que celui visé par le projet soutenu.

8. ÉVALUATION DU PROGRAMME

Les indicateurs suivants seront utilisés par RECYC-QUÉBEC pour évaluer le programme et préparer une reddition de comptes. Les éléments non confidentiels de ce rapport (ex. : informations non nominatives et ne permettant pas d'identifier un demandeur en particulier) pourront être publiés par RECYC-QUÉBEC. Cette section est à titre d'information. Ces indicateurs seront calculés par RECYC-QUÉBEC.

	Type d'indicateur	Indicateurs	Cible	Fréquence de mesure
1	Intrant	Nombre de demandes déposées	n/a	À chaque date de dépôt et à la fin
2	Extrant	Nombre de demandes acceptées	n/a	À chaque date de dépôt et à la fin
3	Extrant	Taux d'acceptation au programme	n/a	À chaque date de dépôt et à la fin
4	Extrant	Quantité de produits à usage unique réduits à la source (évités) grâce au projet	n/a	À la fin du programme
5	Extrant	Nombre d'organisations et/ou de personnes visées par les projets	n/a	À la fin du programme
	Extrant	Nombre de nouvelles pratiques d'acquisition écoresponsable mises en place	n/a	À la fin du programme
5	Extrant	Nombre de régions différentes touchées par l'ensemble des projets soutenus	n/a	À chaque date de dépôt et à la fin
6	Extrant	Montant d'aide financière accordé	n/a	À chaque date de dépôt et à la fin
7	Efficiency (rapport objectif/ressources)	Pourcentage de frais de gestion	Maximum 10 %	À la fin du programme

¹⁰ Principe de développement durable : production et consommation responsables

9. AIDE-MÉMOIRE - DATES IMPORTANTES

Voici les différentes étapes ainsi que les dates et périodes butoirs pour cet appel de propositions.

La présente se veut un simple aide-mémoire et ne dispense pas tout demandeur de lire en entier et attentivement l'ensemble du présent programme et la documentation y étant liée, incluant la section « Questions/Réponses ». Il relève de la responsabilité unique du demandeur de s'assurer de déposer un dossier qui soit complet à la date et à l'heure limites prévues pour ce faire. Un élément qui n'aurait pas été inclus au présent aide-mémoire et qui, en vertu du présent programme, serait néanmoins requis afin qu'un dossier puisse être déclaré admissible ne sera pas considéré comme un argument susceptible de faire en sorte que le dossier d'un demandeur soit déclaré admissible.

Étape	Date ou période	
Lancement de l'appel de propositions	Juin 2021	
Dates limites pour le dépôt des propositions	29 novembre 2021 à 15 h	30 août 2022 à 15 h
Accusé de réception expédié aux demandeurs et début de l'examen d'admissibilité	Cinq (5) jours ouvrables après réception	
Avis d'admissibilité	Vingt (20) jours ouvrables suivant la date où la demande est complète	
Analyse des projets	Dans les quatre (4) mois suivant la date de l'avis d'admissibilité	
Signature des conventions d'aide financière avec les demandeurs dont les projets auront été retenus	Dans un délai de deux (2) mois suivant la réception de toute pièce ou renseignement nécessaire de la part du promoteur	
Réalisation des projets	Dix-huit (18) mois suivant la date de signature de la convention d'aide financière ou d'obtention de toutes les autorisations requises selon la dernière de ces occurrences	
Dépôt du rapport final	Trois (3) mois suivant la fin des projets	

10. POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS

RECYC-QUÉBEC ajoutera au besoin une section « [Questions/Réponses](#) » sur la page web du programme. Les demandeurs sont invités à la consulter pour obtenir les dernières informations à jour et les précisions d'interprétation sur certains aspects du programme.

Courriel : APRP2U@recyc-quebec.gouv.qc.ca

Site web du programme :

<https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/entreprises-organismes/mieux-gerer/appels-propositions/produits-usage-unique>

Pour obtenir ce document en version accessible, contactez-nous à :

LIGNE INFO-RECYC

info@recyc-quebec.gouv.qc.ca

Sans frais : 1 800 807-0678

Région de Montréal : 514 351-7835

ISBN : 978-2-550-89653-1

Dépôt légal – Bibliothèque et archives nationales du Québec